

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL****CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**E/CN.1/W.53
12 mai 1949
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

MASTER FILE

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES

ET DE L'EMPLOI

Comité d'organisation

PROCES-VERBAL DE LA DEUXIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mardi 10 mai 1949
à 15 heures

PRESENTS :

Président : M. J. J. Deutsch

Canada

Membres 1 M. J. Nunes Guimaraes

Brésil

* M. V. P. Smoliar

République socialiste soviétique
de Biélorussie

* M. S. Pollock

Canada

M. F. L. Ho

Chine

M. J. Rueff

France

M. R. L. Hall

Royaume-Uni

M. I. Lubin

Etats-Unis d'Amérique

M. A. P. Morozov

Union des Républiques socialistes
soviétiques

Secrétariat :

M. D. V. Varley

Secrétaire du Comité

M. H. E. Caustin

Directeur adjoint de la Division
de la stabilité et du
développement économique

M. WILSON (Président de la Commission des questions économiques et de l'emploi) ouvre la séance. Il donne lecture du mandat du Comité (document E/790, 10ème partie). Il fait observer que le Comité s'est réuni une fois au cours de la troisième session de la Commission. Il attire l'attention des membres du Comité sur les documents suivants : -

E/CN.1/W.31, E/CN.1/SR.54 et 55, E/CN.1/W.42, E/CN.1/W.47 et sur la

*

Suppléants.

résolution du Conseil économique et social 139 (VII) C, invitant les gouvernements membres à présenter leurs observations au sujet de la réorganisation de la Commission; il signale également aux membres les réponses reçues des gouvernements et qui figurent dans les documents E/CN.1/63 et E/CN.1/63 Add.1 - 3.

M. DEUTSCH (Canada) est proposé pour le poste de Président par M. Ho (Chine), appuyé par M. Nunes-Guimaraes (Brésil).

Décision : M. J. J. DEUTSCH (Canada) est élu Président.

M. DEUTSCH (Canada) prend place au fauteuil présidentiel et remercie les membres de l'honneur qui vient de lui être fait.

Le Président fait observer que les discussions du Comité ne doivent pas nécessairement se limiter aux observations renfermées dans les documents dont ils sont saisis. Il invite les membres qui n'ont pas présenté de notes écrites à faire connaître leur opinion.

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie), appuyé par M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), déclare que la question du mandat de la Commission et de ses Sous-Commissions présente de l'importance. Le Secrétaire général a invité tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à faire connaître leurs vues à cet égard. Quelques Etats Membres seulement sont partisans d'une révision; la majorité des membres n'a exprimé aucune opinion à ce sujet et ceux qui en ont exprimé une se sont prononcés contre la révision. Il propose au nom de son Gouvernement, étant donné que la majorité des Etats n'a exprimé aucune opinion à ce sujet, d'ajourner l'examen de cette question jusqu'à la prochaine session régulière de la Commission.

M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) demande si le Conseil économique et social n'a pas prié la Commission de lui soumettre un rapport à sa prochaine session.

Le PRESIDENT donne lecture de la résolution 139 (VII) C, du Conseil économique et social. Il est dit dans cette résolution que la question fera l'objet d'un examen à une session ultérieure et selon le Président il n'y est pas fait mention expresse d'un rapport au Conseil. Toutefois, le mandat même du Comité, établi par la Commission, lui impose de faire rapport à la Commission sur le mandat et les futurs travaux de celle-ci. Le Comité est placé sous l'autorité de la Commission et il ne reçoit pas directement d'instructions du Conseil économique et social.

M. POLLOCK (Canada) estime qu'il convient de préciser l'interprétation que l'on donne de la résolution du Conseil économique et social. Il a

d'abord été proposé par l'Australie de prendre une décision à la prochaine session du Conseil. Cette proposition a été amendée par le Canada qui a demandé de remplacer les mots "la prochaine session" par "une session ultérieure". Cet amendement a été adopté. Il devait permettre à la Commission de faire connaître ses vues sur son activité. Si la résolution prise dans son sens littéral n'exige pas qu'un rapport soit élaboré, il n'empêche que les membres du Conseil ont toujours pensé qu'un rapport était nécessaire. La rédaction adoptée avait pour but de donner à la Commission le temps de faire un examen d'ensemble de son activité.

Le PRESIDENT estime que la majorité du Comité est d'avis que celui-ci continue ses travaux. Les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pourraient exprimer leur point de vue en déclarant qu'aucune modification ne s'impose à l'heure actuelle. La proposition resterait sujette à discussion. Il s'agit de donner suite aux directives de la Commission. Un certain nombre de documents ont été portés à la connaissance du Comité et quelques délégations désirent peut-être ajouter aux observations qu'elles ont déjà présentées. Lorsqu'il disposera de toutes les propositions, le Comité pourra en choisir une comme base de discussion.

M. RUEFF (France) signale qu'il n'a pas fait connaître ses vues par écrit puisqu'il les avait déjà exposées oralement au cours de la dernière session de la Commission (E/CN.1/SR.54 et 55).

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que la décision sur sa proposition appartient au Comité, mais que le Comité n'a pas reçu l'ordre du Conseil de présenter un rapport maintenant. C'est la Commission qui a fixé la tâche du Comité; celui-ci constitue donc un groupe de travail qui peut décider de continuer la discussion ou de l'ajourner. M. Smoliar déclare que sa proposition est régulière et il demande qu'il soit procédé à un vote.

La proposition tendant à ajourner l'examen de la question de la révision du mandat de la Commission et de ses Sous-Commissions, jusqu'à la prochaine session de la Commission est rejetée par 6 voix contre 2.

M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) estime que le Conseil pourra examiner la question de l'existence future de la Commission au cours de sa prochaine session et qu'il devrait connaître à ce moment les vues de la Commission elle-même.

Il propose d'utiliser comme base de discussion le document présenté par M. Deutsch (Canada) (E/CN.1/W.47).

M. HO (Chine) appuie la proposition de M. Lubin.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la majorité des membres du Comité étant d'avis d'étudier la question, il ne pense pas que l'on puisse examiner immédiatement le document présenté par le représentant du Canada (E/CN.1/W.47). Ce document, en effet, vient tout juste d'être présenté au Comité. Il demande que le texte en soit traduit et il annonce qu'il présentera lui-même un document.

Le Président déclare que le document présenté par le représentant du Canada et celui qui sera présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques seront tous deux traduits.

M. RUEFF (France) pose une question à M. Lubin (Etats-Unis d'Amérique) au sujet de la réponse fournie par la délégation des Etats-Unis qui figure à la section B, page 2 du document E/CN.1/63. Il pense aussi que la résolution du Conseil sur l'assistance technique en vue du développement économique (180 (VIII)) aura des répercussions importantes sur les futurs travaux de la Commission, mais il souhaiterait que le point de vue du Gouvernement des Etats-Unis en cette matière soit exposé de façon plus détaillée.

Selon M. LUBIN (Etats-Unis), il est spécifié sous cette réponse que la délégation des Etats-Unis ne peut formuler une opinion sur le sort qui sera réservé à la Commission tant qu'elle ne connaîtra pas les recommandations qui pourraient être présentées par le Conseil économique et social et les nouveaux organes qui pourraient être créés par ce dernier en matière d'assistance technique après qu'il aura reçu le rapport du Secrétaire général. S'il a demandé que l'on discute le document présenté par le Canada (E/CN.1/W.47) c'est parce que ce document tient compte de ces considérations. Ceci ne doit cependant pas empêcher les membres du Comité de s'occuper du sort de la Sous-Commission et de l'organisation future. M. Lubin propose de commencer par examiner la section 5 du document E/CN.1/W.47.

Le PRESIDENT demande si cette proposition peut être acceptée.

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare qu'à son sens, ce serait une erreur que de faire porter la discussion sur un seul document étant donné que le Comité a été saisi de quatre documents présentés par les délégations, ainsi que d'autres documents dans lesquels des vues différentes sont exprimées. Il propose que le Comité poursuive la discussion après que le Secrétariat aura traduit les documents de l'Union soviétique et du Canada et, éventuellement, établi un rapprochement entre ces documents et des propositions différentes.

Le PRESIDENT propose que les auteurs des documents qui ont été présentés forment des observations sur leurs propositions de façon à pouvoir déterminer les points essentiels de chaque document.

M. HALL (Royaume-Uni) précise que le document qu'il a soumis au Comité n'était pas destiné à présenter une proposition définitive, mais que ce document contenait simplement une étude du problème qui a été soumis au Comité, ainsi qu'un choix de solutions différentes.

En ce qui concerne la tâche de la Commission et de ses sous-commissions qui consiste à étudier les problèmes économiques actuels et à faire rapport à ce sujet, M. Hall estime que ces problèmes sont tellement compliqués et nécessitent des études tellement détaillées que les petits groupes d'experts qui se réunissent une ou deux fois par an seulement, pendant de très courtes périodes, et qui en outre doivent essayer d'établir un rapprochement entre des vues divergentes, se sont révélés incapables de s'acquitter des tâches qui leur avaient été confiées. Il estime donc que le Secrétariat devrait se charger de ces tâches et que l'on pourrait faire appel à des experts chaque fois qu'il s'agira de résoudre certains problèmes déterminés. Etant donné que les sous-commissions n'ont pas fonctionné comme des groupes d'experts, M. Hall reconnaît avec la proposition du Canada qu'il faudrait les supprimer et transférer leurs attributions au Secrétariat. M. Hall pense que, par ce changement, on sera en mesure de produire des rapports plus complets et de plus grande valeur.

En ce qui concerne la deuxième tâche de la Commission, à savoir celle qui consiste à donner des avis au Conseil économique et social sur les problèmes économiques et de l'emploi en général, M. Hall estime que l'activité de la Commission n'a pas été très utile. Il n'y a le plus souvent qu'un petit nombre de membres de la Commission qui assistent aux séances du Conseil. Il s'ensuit que la Commission n'est pas tenue suffisamment au courant des méthodes employées par le Conseil et ne prépare pas ses

rapports en tenant compte de la prochaine session du Conseil. M. Hall déclare qu'il souhaiterait connaître les vues du Comité sur la troisième variante que contient sa proposition et qui envisage la suppression complète de la Commission et le transfert de ses fonctions consultatives au Comité économique du Conseil. Cet organisme pourrait se réunir la veille des sessions du Conseil et préparer des recommandations qui seront soumises à l'examen de ce dernier. Etant donné les rapports plus étroits qui existent entre le Conseil et le Comité économique, il se peut que ce dernier soit mieux en mesure d'aider le Conseil à résoudre les problèmes économiques actuels.

Selon M. Hall, il existe un rapport étroit entre ce projet et la proposition présentée par le représentant du Canada dans laquelle il est proposé que la Commission des questions économiques et de l'emploi joue un rôle important analogue à celui que lui-même a esquissé pour le Comité économique du Conseil.

M. MORZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande à M. Hall s'il a présenté officiellement une proposition tendant à l'abolition de la Commission ou s'il a retiré une telle proposition.

M. HALL (Royaume-Uni) répond qu'il a eu l'intention d'indiquer un moyen possible de résoudre le problème, mais qu'il ne s'est prononcé sur aucune solution particulière.

M. POLLOCK (Canada) déclare qu'il faut voir l'origine de sa proposition dans son désir de résoudre les problèmes que M. Hall a signalés. Ces problèmes résultent en partie de divergences d'ordre politique et en partie de difficultés d'organisation. Sa proposition a donc pour objet d'enlever certaines tâches aux organes qui n'ont pas pu s'en acquitter et de modifier les fonctions de la Commission de façon qu'elle soit plus utile au Conseil. Il estime que la Sous-Commission doit être supprimée étant donné qu'elle n'est pas en mesure de présenter des rapports utiles et que des experts du Secrétariat et les experts venus de l'extérieur fourniraient des rapports moins généraux et plus satisfaisants.

Bien que la Commission des questions économiques et de l'emploi n'ait pas jusqu'ici justifié son existence, M. Pollock estime qu'il convient qu'elle soit conservée. A son avis, la suppression de la Commission laisserait une lacune dans la structure de l'Organisation des Nations Unies, il y manquerait un organe chargé d'étudier pour le Conseil toutes les questions économiques. Il propose toutefois de modifier les fonctions de la Commission de façon qu'elle fournisse au Conseil une aide plus grande dans l'examen des problèmes nombreux et complexes qui lui sont soumis et qu'il n'a pas été en mesure d'examiner de façon convenable dans le passé.

La Commission devrait se réunir peu de temps avant les sessions du Conseil pour examiner les rapports présentés à ce dernier par les organes subsidiaires, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales et pour préparer les recommandations à lui soumettre. Bien qu'il soit possible que la Commission puisse ne pas trouver une solution satisfaisante pour chacune des questions, elle pourrait signaler au Conseil les points faisant l'objet d'accord ou de divergence de vue parmi ses membres. Si on lui confiait des tâches de ce genre, le travail de la Commission et celui du Conseil serait bien meilleur sans qu'il y ait nécessairement lieu de modifier le mandat de la Commission.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) exprime le désir d'ajourner la présentation des observations relatives à sa propre proposition jusqu'au moment où des exemplaires en auront été distribués aux membres du Comité.

Le PRESIDENT propose alors l'ordre du jour qui suit pour les travaux du Comité; il déclare qu'il serait heureux de voir les débats du Comité se dérouler dans cet ordre, sans toutefois qu'il ait un caractère rigoureux et officiel.

1. Question de la suppression de la Commission et du transfert de ses fonctions au Comité économique du Conseil économique et social et au Secrétariat.

2. Proposition tendant à conserver la Commission et à supprimer les sous-commissions dont les travaux pourraient être repris par le Secrétariat et des groupes spéciaux d'experts chargés de questions déterminées.

3. Nécessité de réviser le mandat de la Commission.

4. Modification possible des méthodes de travail de la Commission.

Ce programme sera distribué sous forme plus précise lors de la séance prochaine. Le Président estime qu'il répondrait, quant au fond, aux propositions qui ont été soumises sans qu'il en résulte des répétitions inutiles et sans donner la préférence à une proposition quelconque ou la prendre pour base des travaux du Comité. Il demande au Secrétaire du Comité de préparer un document dans lequel les propositions seraient classées sous ces quatre rubriques.

En réponse à une objection de M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), suivant laquelle le premier point de l'ordre du jour n'a pas été officiellement proposé par un membre du Comité et par conséquent ne peut être discuté, le PRESIDENT déclare que le mandat du Comité prévoit la discussion de toute suggestion faite par les membres de la Commission et que cette question, soulevée au cours de la troisième session de la Commission, restait dans le cadre des discussions du Comité.

Il déclare, en outre, que si aucun membre du Comité ne désire faire de proposition précise au moment de la discussion de ce point, la question sera considérée comme réglée et l'on passera au point suivant de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 heures 55.

- - - - -